

**PREFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHONE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : M. PASTOR
☎ 04.91.15.65.35

AP/MR

N° 99-167/72-1998 A

REPUBLIQUE FRANCAISE

DRIRE

15 JUIN 1999

A R R E T E

Autorisant la Société PROVENCE STOCK SERVICE
à augmenter le stockage d'un dépôt de produits phytosanitaires
en ARLES

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU la demande présentée par la Société PROVENCE STOCK SERVICE en vue d'être autorisée à augmenter le stockage d'un dépôt de produits phytosanitaires en ARLES,

VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1998 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique en Mairies d'ARLES, FONTVIEILLE, TARASCON, FOURQUES (Gard), BEAUCAIRE (Gard),

VU l'avis de l'Ingénieur en Chef du Service Navigation Rhône-Saône du 18 novembre 1998,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 21 novembre 1998,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement du 25 novembre 1998,

VU l'avis du Conseil Municipal de la Commune de FOURQUES du 30 novembre 1998,

VU l'avis du Service Communal d'Hygiène et de la Santé de la Ville d'ARLES du 9 décembre 1998,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 24 décembre 1998,

VU l'avis et le rapport du commissaire enquêteur du 24 décembre 1998,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 19 janvier 1999,

VU les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des 15 juin 1998 et 28 janvier 1999,

VU les avis du Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE des 10 juin 1998 et 2 avril 1999,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 20 mai 1999,

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières en vue de réduire ces nuisances,

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE :

ARTICLE 1

La SARL PROVENCE STOCK SERVICE, dont le siège social est sis rue Lieutaud - ZI Nord - 13200 ARLES, est autorisée à augmenter la capacité du dépôt de produits agropharmaceutiques qu'elle exploite en zone industrielle nord sur le territoire de la commune d'ARLES et à stocker des produits tels que : cartouches de chasse, produits pour piscines (combustibles), aérosols, substances et préparations toxiques ou dangereuses pour l'environnement, sous réserve du strict respect des prescriptions techniques édictées ci-après au présent arrêté.

I. - DISPOSITIONS GENERALES

1) Activité classée

L'établissement relève des activités classées autorisées suivantes :

Tableau récapitulatif des activités des installations classées exercées

NATURE DES ACTIVITES	Rubrique ICPE	Volume de l'activité	Classement
<p>Gaz combustibles liquéfiés (dépôts de) dont la pression absolue de vapeur à 15° C est supérieure à 1 013 millibars, à l'exception de l'hydrogène (visé à la rubrique 236 bis) :</p> <p>B. Gaz maintenus liquéfiés dans d'autres conditions (sous pression)</p> <p>2. En bouteilles et en conteneurs, la capacité nominale du dépôt étant :</p> <p>- supérieure à 25 000 kg</p> <p>(Conteneurs aérosols)</p>	211-B-2	30 000 kg (maxi)	A
<p>Dépôt de liquides inflammables suivant définition rub. 1430 de 1^{ère} et 2^{ème} catégories.</p> <p>Capacité totale équivalente</p> <p>- représentant une capacité nominale totale supérieure à 100 m³</p> <p>(Produits agro-inflammables)</p>	253 (1430)	500 m ³	A
<p>Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés :</p> <p>1. Substances et préparations solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) <i>supérieure ou égale à 20 t</i></p> <p>(Produits agro ou piscine)</p>	1111-1-a	100 t	AS
<p>2. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) <i>Supérieure ou égale à 20 t</i></p> <p>(produits agro ou piscine)</p>	1111-2-a	100 t	AS
<p>Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol :</p> <p>1. Substances et préparations solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>(Produits agro ou piscine)</p> <p>a) <i>Supérieure ou égale à 200 t</i></p>	1131-1-a	250 t	AS
<p>2. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) <i>Supérieure ou égale à 200 t</i></p> <p>(produits agro ou piscine)</p>	1131-2-a	250 t	AS

<p>Substances et préparations toxiques particulières (fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de).</p> <p>Les types de produits concernés correspondent à la liste des produits mentionnés dans la rubrique 1150-3 de la nomenclature.</p> <p>La quantité totale de chacun de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 t</p> <p>(produits agro – conditionnement)</p>	1150-3-a	2 t	AS
<p>Agro-pharmaceutiques (dépôts de produits), à l'exclusion des substances ou préparations très toxiques et des substances visées par la rubrique "substances particulières"</p> <p>1. La quantité de substances ou préparations toxiques susceptibles d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t</p>	1155-1	3000 t	AS
<p>Dangereux pour l'environnement (Stockage et emploi de substances) telles que définies à la rubrique 1170 A à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t</p> <p>(produits piscine)</p>	1172-1	250 t	A
<p>Dangereux pour l'environnement (stockage et emploi de substances) telles que définies à la rubrique 1170 B à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 2000 t</p> <p>(produits piscine)</p>	1173-1	2500 t	A
<p>Comburantes (substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques :</p> <p>2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 200 t</p> <p>(produits piscine)</p>	1200-2-a	250 t	AS
<p>Poudres, explosifs et autres produits explosifs (stockage de)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, étant :</p> <p>1. Supérieure à 10 t de matière active</p> <p>(cartouches de chasse)</p>	1311-1	11 t de matière active maximum soit 7 000 000 de cartouches maximum	AS
<p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 50 000 m³</p>	1510-1	Volume entrepôt 52 500 m ³ Quantité stockée 650 t	A

Dépôts d'allumettes chimiques à l'exception de celles non dites de sûreté qui sont visées à la rubrique 1450 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 50 m ³ , mais inférieure ou égale à 500 m ³	1525-2	100 m ³	D
Matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques (stockage de) : 1. Polyoléfines (polyéthylène, polypropylène et copolymères associés), polystyrène, polyesters, polycarbonates, caoutchoucs et élastomères (à l'exclusion des caoutchoucs et élastomères halogénés ou azotés) : Le volume étant : <i>b) Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³</i> 2. Autres plastiques, polymères, caoutchouc, élastomères etc : Le volume étant : <i>b) Supérieur ou égal à 20 m³ mais inférieur à 200 m³</i>	2662-1-b	150 m ³	D
	2662-2-b	50 m ³	D
Accumulateurs (Ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	2925	25 kW	D

2) Capacité maximale de l'établissement et nature des produits stockés

La capacité maximale de stockage dans l'établissement est limitée à 7 500 tonnes selon les plafonds des produits énumérés à la liste jointe à la demande d'autorisation de mars 1998 ou de produits de composition chimique voisine et de caractéristiques de danger inférieures ou équivalentes.

Le pétitionnaire tiendra à jour un ou plusieurs registres de fiches produits et ce par nature de produits ou famille. Ce registre sera maintenu en tout temps à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

En cas de doute sur l'assimilation de produits nouveaux à ceux de la liste autorisée, jointe en annexe à la demande d'autorisation, l'exploitant consultera par écrit l'Inspection des Installations Classées avec tous les éléments d'appréciation pour confirmation ou infirmation et suite à donner.

3) Conformité aux plans et données techniques

L'installation sera disposée et aménagée conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande d'autorisation.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification notable de l'installation ou de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de Monsieur le Préfet avant leur réalisation.

4) Réglementation générale applicable

Le dépôt est assujéti aux prescriptions de l'instruction technique relative aux entrepôts du 04 février 1987 (J.O. du 1er avril 1987) dont les dispositions sont précisées ou renforcées comme suit au présent arrêté.

Le dépôt est assujéti aux prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, dont les dispositions sont précisées ou renforcées comme suit au présent arrêté.

- IMPLANTATION

1) Éloignement de l'entrepôt

La distance séparant les murs extérieurs de l'ensemble des cellules du site à ceux des immeubles habités ou occupés par des tiers, établissements recevant du public ou immeubles de grande hauteur, ainsi que des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion, doit être au minimum de 100 mètres.

2) Pérennité de la distance d'isolement

La distance d'isolement fixée ci-dessus doit être conservée au cours de l'exploitation, sous la responsabilité de l'exploitant, qui prend à cet effet toutes mesures utiles telles qu'acquisition des terrains, servitudes amiables non aedificandi, etc...

3) Périmètres de sécurité – Zones d'isolement

Deux zones d'isolement Z1 et Z2 seront définies comme étant égales respectivement aux aires délimitées par les courbes correspondant pour Z1 au flux thermique de 5 kW/m² et pour Z2 à la limite des effets irréversibles en cas de dispersion de fumée dans l'hypothèse de l'incendie de stockage de produits toxiques.

L'entrepôt est assujéti à des périmètres de sécurité : Z1 = 190 m et Z2 = 450 m qui sont mentionnés au Plan d'Occupation des Sols de la Commune d'ARLES.

III. - PRESCRIPTIONS CONSTRUCTIVES GENERALES DE L'ENTREPOT

1) Stabilité au feu

Les structures porteuses verticales de la toiture seront d'une stabilité au feu d'au moins deux heures. La toiture sera réalisée en éléments légers et incombustibles et les supports de charpente de la toiture auront un degré de stabilité au feu maximum de 30 minutes pour étouffer un feu déclaré dans une cellule par effondrement de la totalité de la toiture de la cellule en feu.

2) Configuration générale de rétention des eaux

Le sol du dépôt formera cuvette de rétention avec circuit de collecte des eaux d'incendie vers des cuves de décantation équipées pour la réutilisation de ces eaux par les moyens de pompage mobiles des services de lutte contre l'incendie.

Le volume de rétention des eaux s'élèvera au minimum à :

4950 m³ pour les cellules de stockage internes du dépôt,
120 m³ pour les cuves sélectives déportées
1300 m³ pour les aires externes de déchargement des produits

soit un total de 6370 m³.

3) Disposition du stockage

A l'intérieur de l'entrepôt, les produits seront stockés par blocs distincts dans des cellules indépendantes en fonction de leur risque prépondérant. Ces blocs seront séparés par des allées permettant une circulation aisée tant pour l'exploitation normale que pour une intervention rapide. Ces allées seront matérialisées au sol au moyen d'une peinture indélébile en l'absence de structures fixes spécifiques pour le stockage des produits.

Les produits incompatibles à l'eau ou présentant des risques en cas de contact avec de l'eau seront stockés dans une cellule spécifique.

Des consignes indiqueront clairement l'interdiction d'utiliser de l'eau dans cette cellule.

Les cellules seront séparées par des parois coupe-feu de degré 2 heures au minimum.

Les parois de communication entre cellules seront coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un système de fermeture automatique asservi au dispositif de détection incendie.

Les charpentes seront coupe-feu de degré 2 heures au minimum.

4) Autres locaux

Les ateliers d'entretien du matériel, locaux administratifs et tous autres locaux qui ne sont pas affectés au stockage des produits seront isolés du hall de stockage par une paroi coupe-feu de degré une heure. Les portes d'intercommunication seront pare flamme de degré ½ heure et seront munies d'un ferme porte automatique.

5) Aménagement des issues

Des issues pour les personnes seront prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 m de l'une d'elles, avec 2 issues opposées au minimum par cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur seront repérées par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès convenablement balisés.

6) Accès en cas de sinistre

Afin de permettre l'intervention des secours en cas de sinistre, une voie carrossable pour des essieux chargés à 13 tonnes d'une largeur minimale de 4 m sera aménagée tout autour de l'entrepôt.

Cette voie extérieure à l'entrepôt devra permettre l'accès des camions pompes des Sapeurs Pompiers et ne devra pas former de cul-de-sac.

A partir de cette voie, les Sapeurs Pompiers devront pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt, ainsi qu'aux bacs extérieurs de récupération des eaux d'extinction incendie.

Cette voie sera équipée de deux accès spécifiques réservés aux Services d'Incendie et de Secours.

IV. - EQUIPEMENTS SPECIAUX

1) Installations électriques

Les installations électriques seront conçues selon les règles de l'art et conformes aux normes en vigueur. L'ensemble des équipements électriques sera du type antidéflagrant.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosions est applicable à l'ensemble des locaux de stockage du dépôt.

Tous les appareils comportant des masses métalliques seront reliés à la terre par des liaisons équipotentielles.

A proximité d'une issue, sera installé un interrupteur de coupure électrique générale bien signalé.

Une visite de la conformité de l'installation électrique sera pratiquée annuellement par un organisme spécialisé.

2) Dispositifs d'éclairage

L'éclairage artificiel sera assuré au moyen d'un éclairage électrique de sécurité uniquement. Les appareils d'éclairage fixes ne seront pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou seront protégés contre les chocs.

Ils seront en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

3) Ventilation et chauffage des locaux

Tout dispositif de ventilation mécanique des locaux sera conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Le chauffage de l'entrepôt et de ses annexes pourra être réalisé par des circuits d'eau chaude ou de vapeur, produite par un générateur thermique extérieur à l'entrepôt, par air chaud pulsé produit par un générateur thermique dont toutes les gaines d'air chaud seront entièrement en matériaux incombustibles. En particulier les canalisations métalliques calorifugées seront garnies d'un calorifuge incombustible.

Le chauffage électrique par résistance non protégée, par flamme, infrarouge ou panneau radiant est formellement interdit.

4) Détection et lutte contre l'incendie

a - Détection incendie

L'entrepôt sera doté d'un nombre suffisant de dispositifs de détection automatique d'incendie.

Ce dispositif déclenchera une alarme locale durant les heures d'exploitation de l'entrepôt et une alarme reportée auprès d'une personne responsable de la sécurité en dehors des heures d'exploitation du dépôt. Il asservira également la fermeture automatique des portes de séparation entre les cellules de stockage.

b - Désenfumage des cellules de stockage

La toiture de chaque cellule sera munie de dispositifs de désenfumage mixtes (automatiques asservis à la détection d'incendie et manuels) couvrant une surface minimale de 2 % de la surface totale de la toiture.

c - Liaison téléphonique avec les pompiers

Une ligne téléphonique directe spéciale devra être installée entre le dépôt et la caserne de pompiers d'ARLES, qui devra être alertée automatiquement par cette ligne de tout déclenchement du système de détection incendie prescrit au paragraphe a) ci-dessus. Le bon fonctionnement de ce dispositif sera testé périodiquement, les comptes rendus de ces tests seront inscrits dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

d - Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement devra disposer au minimum des moyens suivants :

- trois poteaux incendie extérieurs judicieusement répartis et assurant un débit global simultané de 300 m³/h, fourni soit par le réseau incendie de la zone, soit par les moyens propres de l'établissement ou par ces 2 moyens simultanément. Les moyens de secours propres à l'établissement seront dotés de pompes dont l'alimentation sera secourue afin d'assurer leur autonomie en tout temps, même en cas de coupure électrique générale.

L'exploitant est autorisé à réaliser un ou plusieurs forages lui permettant d'atteindre cet objectif. Des essais en vraie grandeur permettront de vérifier que le débit d'eau est suffisant.

- dix-huit robinets d'incendie armés conformes aux normes NFS 61201 et NFS 62201,

au moins un générateur mobile de mousse à émulsion synthétique devra pouvoir être mis en œuvre en cas de besoin sur les quais de chargement, une réserve d'émulseur sera maintenue disponible pour cet appareil,

au minimum 50 extincteurs à mise en œuvre manuelle propulsant un agent extincteur approprié à la nature des feux à éteindre (extincteurs à eau, à poudre, à anhydride carbonique), dont 4 extincteurs sur roues de 50 kg de poudre polyvalente.

Ces matériels et leurs éventuels compléments nécessaires seront implantés en accord avec le service prévention des Sapeurs Pompiers d'ARLES.

Chaque cellule sera équipée d'au moins deux générateurs, en poste fixe, à mousse à émulseur synthétique à haut foisonnement et permettant le remplissage total d'une cellule en 20 minutes.

De plus, l'exploitant devra disposer en permanence dans le local de gardiennage d'un dispositif manuel de mesure (du type capteur DRAEGER à tubes réactifs) de concentration des gaz toxiques principaux susceptibles d'être contenus dans les fumées d'un incendie du dépôt (en particulier oxyde d'azote, acide chlorhydrique, monoxyde de carbone, acide cyanhydrique, chlore).

V. - EXPLOITATION

1) Compatibilité des produits

Les produits incompatibles entre eux ne seront jamais stockés dans un même bloc tel que défini au paragraphe 2 ci-dessous, et les cellules auront une affectation spécifique au regard des différents types de risques liés à la nature des produits stockés.

Sont considérés comme incompatibles entre eux les produits, qui mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxique, un incendie ou une explosion.

Les liquides inflammables seront rassemblés dans une même cellule.

Les produits incompatibles ou présentant des risques en cas de contact avec l'eau seront stockés ensemble dans une seule cellule.

2) Constitution du stockage

Le stockage devra être réalisé de telle sorte que toutes les issues, escaliers etc... soient largement dégagés.

L'entrepôt sera divisé au maximum, en dix cellules distinctes dans lesquelles les produits seront normalement stockés en palettiers fixes métalliques à 4 niveaux.

Les marchandises entreposées temporairement en vrac seront réduites au minimum ; elles formeront des blocs limités de la façon suivante :

- la surface maximale au sol de chaque bloc n'excédera pas 250 m²,
- la hauteur maximale sera de 7 m, soit 4 niveaux par blocs,
- espace entre bloc et parois du bâtiment ou des structures porteuses : 0,30 m minimum,
- espace entre deux blocs : 1 m minimum,
- les allées entre blocs ne seront pas inférieures à 2,9 m,
- un espace libre de 0,90 m au minimum sera maintenu entre le sommet des blocs et la base de la toiture,
- les stockages formant "cheminée" sont absolument interdits à l'intérieur de l'établissement,
- les produits liquides dangereux ne seront pas stockés en hauteur (à plus de 3 m du sol),
- la température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement sera vérifiée régulièrement. Ces vérifications seront inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées,
- les produits présentant un risque en cas de contact avec l'eau seront stockés à une hauteur minimale de 0,20 m au-dessus du sol.

3) Stationnement des véhicules

Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies réservées à l'intervention des services de secours (voies mentionnées au paragraphe III.6).

Le stationnement momentané des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement ou de déchargement. Une matérialisation au sol indiquera l'interdiction absolue de stationner devant les issues mentionnées au paragraphe III-5 du présent arrêté.

En dehors des heures de fonctionnement de l'entrepôt, les chariots de manutention seront remis soit dans un local spécial, soit à l'intérieur de l'entrepôt sur une voie matérialisée prévue à cet effet.

4) Entretien général

Les locaux et matériels seront régulièrement nettoyés de manière à éviter l'accumulation de poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc... seront regroupés hors des cellules de stockage et des allées de circulation.

L'entretien et la réparation des engins mobiles de manutention seront effectués dans un local spécial. Ces engins seront contrôlés au moins une fois par an.

Les matériels et équipements électriques seront régulièrement vérifiés. Ils seront contrôlés périodiquement par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Tous les matériels de sécurité et de secours seront régulièrement entretenus et vérifiés pour être en état permanent de fonctionnement.

VI - MESURE DE PREVENTION GENERALE DES RISQUES

1) Incendies et explosions

a - Initiation des feux

Sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage, il est interdit :

- de fumer,
- d'apporter des feux nus,
- de manipuler des liquides inflammables.

Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes sont prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail avant le début des travaux,
- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières,
- contrôle de la zone d'opération deux heures au moins après la cessation des travaux.

b - Consignes d'incendie

Des consignes préciseront la conduite à tenir en cas d'incendie.

Elles seront rédigées de manière compréhensible par tout le personnel afin que les agents désignés soient aptes à prendre les dispositions nécessaires.

Les consignes comporteront notamment :

- les moyens d'alerte,
- le numéro d'appel du Chef d'intervention de l'établissement,
- le numéro d'appel des Sapeurs Pompiers,
- les moyens d'extinction à utiliser.

Ces consignes seront affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

c - Plan d'intervention

Le Plan d'Urgence Interne (P.O.I.) contre l'incendie, et autre incident ou sinistre, établi par le responsable de l'Établissement, en liaison avec les services publics d'incendie et de secours, devra être complété de façon à intégrer les nouvelles cellules et ce dès la mise en exploitation de la première de celles-ci.

Ce plan complété sera communiqué à l'Inspection des Installations Classées.

Le personnel sera formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et sera soumis à des exercices périodiques. Les comptes rendus de ces formations seront conservés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Des exercices de défense contre l'incendie seront organisés en liaison avec les services départementaux d'incendie et de secours périodiquement. Le compte rendu de ces exercices sera conservé et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

2) Protection contre la foudre

En application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993, les dispositions de protection contre la foudre seront conformes à la norme NF.C.17-100 de février 1987, ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes pour l'ensemble de l'établissement.

Les possibilités d'agression et les zones de protection doivent être étudiées par la méthode complète dite de la " sphère fictive ".

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant les modalités définies à l'article 5.1 de la norme française NF.C.17-100.

Cette vérification devra également être effectuée, après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants et, après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre devra être installé. En cas d'impossibilité de mise en œuvre d'un tel dispositif, celle-ci devra être justifiée.

Les pièces justificatives du respect des points ci-dessus seront tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et en particulier l'étude préalable " foudre ".

3) Pollution des eaux

D'une manière générale, tout produit susceptible de générer une pollution des eaux devra être associé à une cuvette de rétention étanche, dont le volume doit être égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du volume du plus grand réservoir
- 50 % du volume total des réservoirs associés.

Toutes mesures seront prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par les eaux d'extinction d'un incendie, celles-ci soient drainées et récupérées dans les bassins de collecte mentionnés au paragraphe III-2, afin de prévenir la pollution des sols environnants, des égouts ou cours d'eau.

Ces eaux polluées récupérées seront éliminées conformément au paragraphe ci-après du présent arrêté relatif à l'élimination des déchets du présent arrêté.

Rétention

- des cuves de rétention seront associées au stockage de tout produit susceptible de générer une pollution, y compris par les eaux d'extinction d'un incendie.

Eaux vannes

- Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront rejetées au réseau public eaux usées raccordé à une station d'épuration.

Eaux pluviales

- Les eaux pluviales ordinaires non polluées émanant des toitures et espaces extérieurs seront rejetées au réseau public eaux pluviales.
- Les eaux pluviales contaminées ou polluées par des produits seront collectées et évacuées selon la filière normalisée et ce, après avoir été récupérées par les rétentions prévues à cet effet.

Eaux d'épandage ou de lavage

- Les eaux résultant du lavage des sols ou de la dilution d'épandage des produits rejoindront des aires de rétention déportées puis seront évacuées selon la filière normalisée comme des déchets industriels spéciaux.
- Il n'y aura aucun rejet au réseau public.

Eau d'extinction d'un incendie

- Les eaux d'extinction d'un incendie seront intégralement récupérées par les rétentions de l'établissement. Les cuves de rétention déportées, reliées à la rétention générale de l'entrepôt permettront au Service de Secours et d'Incendie de pouvoir recycler ces eaux autant que de besoin.
- comme des déchets industriels spéciaux.
- Il n'y aura aucun rejet au réseau public.

4) Déchets

Les déchets banals (vieux emballages non souillés, palettes hors d'usage, etc...) seront déposés provisoirement dans une zone spéciale, bien ventilée.

Les déchets spéciaux (emballages souillés de produits toxiques ou inflammables, rebuts, etc...) seront stockés sur une aire étanche couverte dans des conditions propres à prévenir les pollutions et les risques.

Les déchets de toute nature seront régulièrement éliminés dans les installations dûment autorisées à cet effet, au titre de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, dans des conditions assurant la protection de l'environnement.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est rigoureusement interdit, dans l'enceinte de l'établissement.

4.1. Dispositions générales

Cadre législatif

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception de l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, et ses textes d'application).

Les emballages industriels devront être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Dispositions relatives aux plans d'élimination des déchets

L'élimination des déchets industriels spéciaux devra respecter les orientations définies dans le Plan Régional de Valorisation et d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux.

L'élimination des déchets industriels banals devra respecter les orientations définies dans le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés.

4.2. Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

4.3. Dispositions particulières

Récupération - Recyclage - Valorisation

Toutes dispositions devront être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles.

Transport

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assurera lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

Elimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 3 ans et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants seront consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :

- . code du déchet selon la nomenclature,
- . dénomination du déchet,
- . quantité enlevée,
- . date d'enlèvement,
- . nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- . destination du déchet (éliminateur),
- . nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

5) Bruits et vibrations

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruit ou vibration susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Niveaux de bruits limites (en dB(A))

Le tableau ci-après fixe :

- les différents niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée,
- les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Période	Niveau maximum en limite de propriété	Emergence Admissible
Jour : 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	70 dB(A)	5 dB(A)
Nuit : 22 h à 7 h et dimanches et jours fériés	60 dB(A)	3 dB(A)

Il pourra être procédé à des mesures du niveau acoustique à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

La mesure des émissions sonores sera faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement sur une durée d'une demi-heure au moins.

L'exploitant conservera au moins les deux derniers rapports de mesure.

Dans le cas où les mesures montrent un dépassement des valeurs limites d'émergence, l'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées le rapport accompagné de ses commentaires et des dispositions qu'il compte prendre pour le respect des valeurs.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage devront être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6) Pollution atmosphérique

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la salubrité ou à la sécurité publique.

Tout brûlage à l'air libre est rigoureusement interdit, dans l'enceinte de l'établissement.

VII. - ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

L'atelier sera construit en matériaux incombustibles, couvert d'une toiture légère et non surmontée d'étage. Il ne commandera aucun dégagement, la porte d'accès s'ouvrira vers l'extérieur et sera normalement fermée.

L'atelier sera très largement aéré par une ventilation naturelle, non obturable, en partie haute et basse de façon à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local.

Il ne devra avoir aucune autre affectation, en particulier, il est interdit d'y installer des matières combustibles.

Le sol de l'atelier sera imperméable et recouvert d'un matériau résistant aux acides qui pourraient s'y déverser, et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels.

Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions relatives à l'élimination des déchets du présent arrêté.

Un dispositif d'arrêt d'urgence sera placé à l'extérieur de l'atelier, type interrupteur coup de poing.

VIII. - DISPOSITIONS DIVERSES

1) Considérations générales

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter, ainsi que les mesures à prendre : évacuation, arrêt, etc... en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel intéressé et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux régulièrement fréquentés par le personnel.

Des rappels fréquents de ces consignes seront assurés par un instructeur compétent.

L'exploitant sera tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

2) Directive SEVESO appliquée à l'établissement

L'exploitant est tenu de rédiger un document définissant sa politique de prévention des accidents majeurs, dans le délai d'un an à compter de la mise en service des installations conformément à la directive n° 96-82 CE du Conseil du 9 décembre 1996, dite SEVESO II.

L'exploitant est tenu d'établir, sous forme d'un rapport de sécurité (étude de dangers du décret 77-1133 du 21 septembre 1977), l'ensemble du système de gestion et d'organisation de l'établissement en vue de la prévention des accidents majeurs ; ce rapport est périodiquement revu et mis à jour si nécessaire, au moins tous les 5 ans.

L'établissement de ce rapport se fera dans le délai d'un an à compter de la mise en service.

L'exploitant est tenu d'établir un document concernant notamment les mesures de sécurité à adopter en cas d'accident majeur et destiné à l'information du public, et ce, dans le délai d'un an, à compter de la mise en service des installations. Ce document sera soumis à l'avis de l'Inspection des Installations Classées et de la Sécurité Civile.

3) Dispositif d'alerte

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, il sera mis en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger. Chaque sirène sera actionnée à partir d'un endroit de l'établissement bien protégé, dans les conditions prévues par le P.P.I.

La portée des sirènes doit permettre, sous un vent de 4 m/s, d'alerter efficacement les populations concernées, conformément à la distance prévue au Plan d'Urgence Externe (P.P.I.) fixée à 800 m à partir des limites du site de l'établissement.

La localisation retenue pour ces sirènes sera soumise à l'Inspection des Installations Classées et à la Direction Départementale de la Sécurité Civile.

Les sirènes mises en place seront d'un type ayant reçu l'accord de l'Inspection des Installations Classées et de la Direction Départementale de la Sécurité Civile.

Toutes dispositions seront prises pour maintenir les sirènes en bon état d'entretien et de fonctionnement. Des essais seront effectués selon les modalités fixées par le SIRACEDPC et la DRIRE.

Dans tous les cas, les sirènes seront secourues électriquement afin de garantir leur fonctionnement en toutes circonstances.

IX. – GARANTIES FINANCIERES

En vertu de l'article 23.3.3 du Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'exploitant fournira dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté une attestation de garanties financières pour un montant minimal de 27 885 000 F.

Ce montant sera actualisé tous les 5 ans en se basant sur l'évolution de l'indice TP 01 des travaux publics ou dans les 6 mois suivant une augmentation supérieure à 15 % de cet indice sur une période inférieure à 5 ans (le TP 01 de référence est pris à la date de notification du présent arrêté).

L'attestation de renouvellement des garanties financières sera adressée au moins trois mois avant leur échéance.

L'absence de garanties financières conduit à la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles 4.2 et 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 2**X - GENERALITES**

1) Modification par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Bouches-du-Rhône, avec tous les éléments d'appréciation.

2) Accidents ou incidents

Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée sera déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'Inspection des Installations Classées ou l'autorité compétente n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

3) Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées pourra demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme agréé dont le choix sera soumis à son approbation, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études et contrôles seront supportés par l'exploitant.

Dans le cas des mesures de bruit, celles-ci seront effectuées par une personne ou un organisme spécialisé.

4) Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés selon une durée convenue avec l'Inspection des Installations Classées et tenus à sa disposition. Elle pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

5) Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

6) Cessation d'activité définitive

Lorsque l'exploitant cessera définitivement son activité d'installation classée, il adressera au Préfet des Bouches-du-Rhône, dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée et devra comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact subsistant du site sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

7) Vente de terrains

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

8) Dispositions antérieures

Les dispositions techniques prescrites antérieurement par les arrêtés préfectoraux d'autorisation n°s 88-82/40-1988 A du 4 juillet 1988, 88-158/43-1988 A du 7 novembre 1988 et 91-184/79-1990 A du 8 octobre 1991 sont abrogées et remplacées par les dispositions techniques du présent arrêté.

XI – RECAPITULATIF DES DELAIS

Les délais fixés dans le tableau ci-après sont à compter, sauf précision spécifique, dès la notification du présent arrêté.

§ de l'arrêté	Objet	Délai
VI.1.c	Elaboration d'un Plan d'Urgence Interne (P.O.I.)	Dès la mise en exploitation de la première cellule faisant l'objet de l'extension
VIII.2 1 ^{er} alinéa	Politique de prévention des accidents (système de gestion de la sécurité)	1 an à compter de la mise en service des nouvelles installations
VIII.2 2 ^{ème} alinéa	Rapport de sécurité révisable, si nécessaire, tous les 5 ans	
VIII.2 3 ^{ème} alinéa	Document relatif aux mesures de sécurité et information du public	
VIII.4	Sirènes	6 mois
IX	Attestation de garanties financières	6 mois

I. - DISPOSITIONS GENERALES	1
1) ACTIVITES CLASSEES	1
2) CAPACITE MAXIMALE DE L'ETABLISSEMENT ET NATURE DES PRODUITS STOCKES	4
3) CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES	5
4) REGLEMENTATION GENERALE APPLICABLE	5
II. - IMPLANTATION.....	5
1) ÉLOIGNEMENT DE L'ENTREPOT	5
2) PERENNITE DE LA DISTANCE D'ISOLEMENT.....	5
3) PERIMETRES DE SECURITE – ZONES D'ISOLEMENT.....	6
III. - PRESCRIPTIONS CONSTRUCTIVES GENERALES DE L'ENTREPOT.....	6
1) STABILITE AU FEU	6
2) CONFIGURATION GENERALE DE RETENTION DES EAUX.....	6
3) DISPOSITION DU STOCKAGE	6
4) AUTRES LOCAUX.....	7
5) AMENAGEMENT DES ISSUES	7
6) ACCES EN CAS DE SINISTRE.....	7
IV. - EQUIPEMENTS SPECIAUX.....	7
1) INSTALLATIONS ELECTRIQUES	7
2) DISPOSITIFS D'ECLAIRAGE	8
3) VENTILATION ET CHAUFFAGE DES LOCAUX.....	8
4) DETECTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE	8
a - Détection incendie.....	8
b - Désenfumage des cellules de stockage.....	8
c - Liaison téléphonique avec les pompiers	9
d - Moyens de lutte contre l'incendie.....	9
V. - EXPLOITATION.....	10
1) COMPATIBILITE DES PRODUITS.....	10
2) CONSTITUTION DU STOCKAGE.....	10
3) STATIONNEMENT DES VEHICULES	10
4) ENTRETIEN GENERAL	11
VI. - MESURE DE PREVENTION GENERALE DES RISQUES	11
1) INCENDIES ET EXPLOSIONS	11
a - Initiation des feux.....	11
b - Consignes d'incendie	12
c - Plan d'intervention.....	12
2) PROTECTION CONTRE LA FOUDRE.....	12
3) POLLUTION DES EAUX	13
Rétention	13
Eaux vannes.....	13
Eaux pluviales.....	13
Eaux d'épandage ou de lavage.....	14
Eau d'extinction d'un incendie.....	14
4) DECHETS.....	14
4.1. Dispositions générales.....	14
Cadre législatif.....	14
Dispositions relatives aux plans d'élimination des déchets	15
4.2. Procédure de gestion des déchets	15
4.3. Dispositions particulières	15
Récupération - Recyclage - Valorisation	15
Transport	15
Élimination des déchets.....	15
5) BRUITS ET VIBRATIONS.....	16
Niveaux de bruits limites (en dB(A)).....	16
6) POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	17

VII. - ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS	17
VIII. - DISPOSITIONS DIVERSES	18
1) CONSIDERATIONS GENERALES	18
2) DIRECTIVE SEVESO APPLIQUEE A L'ETABLISSEMENT	18
3) DISPOSITIF D'ALERTE	18
IX. - GARANTIES FINANCIERES.....	19
X - GENERALITES.....	19
1) MODIFICATION.....	19
2) ACCIDENTS OU INCIDENTS	20
3) CONTROLES ET ANALYSES	20
4) ENREGISTREMENTS, RAPPORTS DE CONTROLE ET REGISTRES	20
5) CONSIGNES	20
6) CESSATION D'ACTIVITE DEFINITIVE	20
7) VENTE DE TERRAINS.....	21
8) DISPOSITIONS ANTERIEURES	21
XI - RECAPITULATIF DES DELAIS	21

ARTICLE 3

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 modifié sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

ARTICLE 4

L'établissement sera soumis à la surveillance de la police, de l'Inspection des Services d'incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées, de l'Inspection du Travail et des services de la Police de l'Eau.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée rend nécessaires ou atténuer celle des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7

- le Préfet du GARD,
 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-DU-RHONE,
 - Le Sous-Préfet d'ARLES,
 - le Maire d'ARLES,
 - Le Maire de FONTVIEILLE,
 - le Maire de TARASCON,
 - Le Maire de FOURQUES,
 - le Maire de BEAUCAIRE,
 - le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
 - le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 - le Directeur Régional de l'Environnement,
 - le Directeur Départemental de l'Equipeement,
 - le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
 - le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 - le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 - le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le 15 JUIN 1999

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,

M. Invern
Martine INVERNON



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

J
Pierre SOUBELET